

Les banques européennes confrontées au poison du blanchiment

- Les révélations sur des circuits de blanchiment d'argent en Europe met la pression sur les banques du Vieux Continent.
- Ce qui devrait relancer le débat sur l'insuffisance de l'arsenal européen en la matière.

BANQUE

Thibaut Madelin
 @ThibautMadelin
 et **Solenn Poulennec**
 @SolennMorgan

Après Danske Bank, puis Nordea et Swedbank, le scandale de blanchiment d'argent dépasse la sphère scandinave et menace de toucher d'autres banques européennes. Mardi, plusieurs médias internationaux ont relayé des informations dans ce sens du Projet de reportage sur le crime organisé et la corruption (OCCRP), un collectif de journalistes qui avait été à l'origine des « Panama Papers ». En substance, l'OCCRP reproche à ces banques de s'être rendues complices entre 2006 et 2013 d'un vaste réseau de blanchiment d'argent russe d'origine douteuse baptisé « Troika Laundromat », du nom des laveries automatiques.

● COMMENT MARCHÉ LE « LAUNDROMAT » ?

Le collectif OCCRP cite l'exemple d'un employé du bâtiment vivant entre l'Arménie et Moscou, Armen Ustyan. Comme d'autres, l'ouvrier saisonnier aurait servi de mandataire sans le savoir à des milliardaires russes cherchant à transférer leur argent vers l'Europe. L'argent aurait suivi toujours le même circuit. Première étape : création de sociétés écrans avec l'aide de la banque d'investissement Troika Dialog. Deuxième étape : transfert des fonds vers la banque lituanienne Ukio (fermée en 2013) où ils sont mélangés à des fonds « propres » d'autres clients. Troisième étape : l'argent nettoyé arrive dans une banque d'Europe de l'Ouest, souvent sur le compte d'une société offshore appartenant au propriétaire russe du départ. Pour justifier les transferts et échapper aux radars des banques, ceux-ci seraient documentés par un négoce factice, portant par exemple sur un contrat d'ordinateurs.

● QUE FONT LES AUTORITÉS POUR CONTRER LE BLANCHIMENT ?

Établies au niveau européen, les règles de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCB-FT) peuvent être déclinées différemment dans les différents États de l'Union. Surtout, toutes les autorités nationales en charge ne se montreraient pas aussi fermes dans la mise en œuvre des obligations. « C'est vrai qu'il y a des différences et cela facilite éventuellement la recherche de failles », reconnaît un spécialiste. Ces approches disparates mettent en lumière l'absence de gendarme financier unique dans le domaine de l'anti-blanchiment. Ce gendarme existe pourtant en matière de supervision prudentielle avec le mécanisme de surveillance unique, rattaché à la Banque centrale européenne (BCE). Pour combler ce vide, la Commission européenne a appelé en septembre dernier à un renforcement des pouvoirs de l'Autorité bancaire européenne. Son rôle serait de « s'assurer que les différents superviseurs coopèrent et échangent des informations et que les règles en matière d'antiblanchiment sont mises en œuvre de façon homogène à travers les différents pays de l'Union européenne », a déclaré le vice-président de la Commission, Valdis Dombrovskis.

● **QUE FONT LES BANQUES ?**
 « Depuis environ cinq ans, on observe un renforcement important des obligations qui

incombent aux banques en matière de lutte contre le blanchiment et de financement du terrorisme », assure Thomas Rocafull, directeur Associé chez Sia Partners. Les réglementations européennes ont en effet été récemment mises à jour. Résultat : les banques ont l'obligation de bien connaître leurs clients (la fameuse règle KYC, « know your customer ») afin de détecter les opérations suspectes et d'être particulièrement vigilantes vis-à-vis de personnes jugées politiquement exposées. En France, elles sont également contraintes de signaler les opérations qui pourraient relever du blanchiment de capitaux auprès de Tracfin, une cellule de renseignement financier rattachée à Bercy. Toute la difficulté pour les établissements, consiste à filtrer au quotidien des milliards de transactions pour faire ressortir celles qui seraient problématiques. « C'est un véritable travail de fourmi », insiste Thomas Rocafull. « Les banques ont énormément investi pour répondre à ces problématiques. On estime qu'à peu près 1,5 % à 2 % des effectifs des grands groupes bancaires sont dédiés au sujet de conformité, là où il y a quelques années on

oscillait plutôt entre 1 % et 1,5 % », poursuit-il.

● QUE RISQUENT LES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS ?

Les risques pour les établissements financiers sont multiples et potentiellement mortels. L'année dernière, la banque lettone ABLV a dû être liquidée par les autorités européennes après la menace des États-Unis de lui interdire tout financement en dollars suite à des soupçons de blanchiment d'argent russe et ukrainien et de liens avec le régime nord-coréen. Sans en arriver là, les banques risquent aussi de lourdes sanctions. Elles redoutent particulièrement la sévérité des autorités américaines, mais peuvent aussi écoper d'amendes dans leur propre pays. C'est, par exemple, le cas du néerlandais ING, qui a dû s'acquitter d'une facture de 775 millions d'euros. Les régulateurs veillent aussi à ce que les établissements respectent les règles. En France, les amendes infligées par le superviseur peuvent aller jusqu'à 100 millions d'euros, voire 10 % du chiffre d'affaires annuel net. Entre 2011 et 2017, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution a ainsi prononcé 28 sanctions en matières de LCB-FT. ■



Le scandale de blanchiment d'argent dépasse désormais la sphère scandinave et menace de toucher d'autres banques européennes. Photo Freya Ingrid Morales/Bloomberg

Bill Browder en croisade contre la corruption bancaire

L'investisseur britannique poursuit la banque suédoise Swedbank, soupçonnée de blanchiment d'argent russe. Anciennement en cour au Kremlin, il est aujourd'hui un ennemi juré du régime de Vladimir Poutine.

Benjamin Quénelle
 — Correspondant à Moscou

Bill Browder a encore frappé. Avec une nouvelle cible pour ce pourfendeur des circuits d'argent sale qu'orchestrerait le régime russe via des banques occidentales. Après Danske Bank et Raiffeisen Bank, l'investisseur britannique a déposé une plainte contre Swedbank, la plus ancienne banque suédoise, l'accusant d'avoir été impliquée dans le blanchiment d'argent russe.

Selon cet ennemi du Kremlin, le montant des transactions douteuses s'éleverait à près de 180 millions de dollars liés à la mort de Sergueï Magnitski, décédé en prison à Moscou dans des conditions controversées en novembre 2009. Une affaire relevant plus des droits de l'homme que de la finance.

Une mort mystérieuse dans une prison de Moscou
 Réputé avocat anticorruption, Sergueï Magnitski conseillait dans les années 2000 Hermitage Capital, le fonds d'investissement alors basé à Moscou et dirigé par William Browder. Un ambitieux financier britannique alors bien en cour au Kremlin de Vladimir Poutine, dont le fonds possédait, notamment, des parts dans le géant gazier Gazprom et d'autres entreprises d'Etat. Jusqu'à 2005 et ce jour où il se voit

refuser l'entrée par la police à l'aéroport de Moscou : il était soudainement devenu une menace pour l'Etat, mystérieusement dépossédé du jour au lendemain de ses florissantes sociétés en Russie au profit de quelques fonctionnaires à l'enrichissement aussi soudain que spectaculaire.

Pour éclaircir l'affaire, William Browder s'est alors mis à embaucher des avocats, dont Sergueï Magnitski, finalement lui-même arrêté en 2008 pour fraudes fiscales après avoir dénoncé une vaste machination financière de 130 millions d'euros ourdie, selon lui, par des responsables de la police et du fisc. L'avocat s'est retrouvé en détention préventive dans une prison de Moscou. Onze mois de martyre dans une cellule où il a fini battu à mort. L'affaire a poussé les États-Unis à adopter la « liste Magnitski »



Bill Browder, fondateur du fonds Hermitage Capital.
 Photo Daniel Leal-Olivos/AFP

et les premières sanctions occidentales contre Moscou : gel d'avoirs et interdiction de visa contre les officiels russes responsables de ce drame. Parallèlement, poursuivant le travail contre la corruption de son ancien avocat, William Browder a mené ses propres enquêtes et multiplié les plaintes contre des banques occidentales.

200 milliards de dollars

A commencer par les nordiques, tels Swedbank et Danske, qui ont, selon lui, servi d'intermédiaires pour le blanchiment d'argent russe. Mais avec, au-delà, pour cible principale Vladimir Poutine. Il accuse le président d'avoir amassé en dix-neuf ans de pouvoir une fortune de 200 milliards de dollars. Une accusation ignorée par les médias en Russie et traitée avec mépris par le Kremlin. ■

AVIS FINANCIERS

IGE+XAO

GROUP

Le Spécialiste de la Conception Assistée par Ordinateur dans le domaine de l'Électricité coté sur Euronext Paris

IGE+XAO

Société Anonyme au capital de 5 221 450,85 euros
 16, Boulevard Déodat de Séverac - 31 770 Colomiers
 338 514 987 RCS Toulouse
 Siret : 338 514 987 00076 - TVA intracommunautaire : FR 783.385.149.87

Assemblée Générale Mixte Annuelle du 12 avril 2019 à 10 heures

Toulouse, le 8 mars 2019

IGE+XAO SA informe ses actionnaires que son Assemblée Générale Mixte Annuelle se tiendra le 12 avril 2019 à 10 heures, au 16 Boulevard Déodat de Séverac - 31770 Colomiers.

L'avis de réunion à cette Assemblée est publié ce jour au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires et contient l'ordre du jour, le projet des résolutions et les principales modalités de participation et de vote à cette Assemblée. Cet avis de réunion à l'Assemblée ainsi que le rapport du Conseil d'Administration sur le projet de résolutions peuvent être consultés sur le site internet www.ige-xao.com (rubrique Assemblées Générales).

Les autres documents et renseignements relatifs à cette Assemblée seront tenus à la disposition des actionnaires dans les conditions légales et réglementaires.

À propos du Groupe IGE+XAO

Depuis plus de 32 ans, le Groupe IGE+XAO conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'une gamme de logiciels de Conception Assistée par Ordinateur (CAO), de gestion du cycle de vie « Product Lifecycle Management » (PLM) et de simulation dédiée à l'électricité. Ces logiciels ont été élaborés pour aider les sociétés à concevoir et à maintenir la partie électrique de tout type d'installation. Ce type de CAO/PLM/Simulation est appelé « CAO/PLM/Simulation Électrique ». IGE+XAO représente 360 personnes dans le monde réparties sur 30 sites et dans 20 pays ainsi que plus de 91 610 licences diffusées dans le monde. IGE+XAO est une référence dans son domaine.

Pour tout complément d'information : <http://www.ige-xao.com>. Suivez-nous sur Twitter @igexao_corpo.

Contacts IGE+XAO

IGE+XAO - 16 Boulevard Déodat de Séverac - CS 90 312 - 31 773 Colomiers CEDEX - France
 Tél. +33 (0)5 62 74 36 36 - Fax : +33 (0)5 62 74 36 37 - www.ige-xao.com
 Les titres d'IGE+XAO sont cotés sur Euronext Paris - Compartiment B
 - Indice CAC Mid & Small® - ISIN FR 0000030827
 Relations analystes/investisseurs : Alain Di Crescenzo (PDG) +33 (0)5 62 74 36 36
 Relations Presse : Rozenn Nerrand-Destouches +33 (0)5 62 74 36 02

L'Assemblée Générale Annuelle de HSBC Holdings plc se tiendra le vendredi 12 avril 2019 à 11h00 (heure de Londres), au Centre de Convention Internationale, 8 Centenary Square, Birmingham B1 2EA, Royaume-Uni.

Les actionnaires de HSBC Holdings plc souhaitant donner leurs instructions de vote pourront se procurer des formulaires d'instruction de vote par correspondance auprès de leur intermédiaire financier habituel. Les actionnaires également clients de HSBC France peuvent contacter leur chargé de clientèle.

Des informations complètes sur le Groupe HSBC sont disponibles sur son site Internet : www.hsbc.com.

Les documents de cette Assemblée Générale Annuelle sont également disponibles auprès de HSBC France, par courrier, au 109 avenue des Champs Élysées, 75419 Paris Cedex 08 ou sur le site internet www.hsbc.com/agm.

HSBC Holdings plc

Public Limited Company de droit anglais immatriculée en Angleterre sous le n° 617987.
 Siège Social : 8 Canada Square - Londres E14 5HQ - Royaume-Uni.

